

## ***Chapitre 3 : s'en sortir***

### **1. Trouver un coupable**

D'après les habitants, il y a sûrement derrière tout cela, des gens qui nous manipulent, qui nous « mènent par le bout du nez », nous « leurrent », nous « mentent » : des coteries de journalistes, la mafia, des complots de politiciens, des groupes de rock qui diffusent des messages subliminaux, des privilégiés au bras long, des embrouilles, des affaires obscures, de la science achetable, des publicités mensongères, etc. Toutes ces choses dont on préfère ne pas trop parler. Dans ce contexte, certains disent vouloir parfois « garder leurs opinions pour eux et ne pas en référer aux autres », la méfiance de concerner au départ le groupe lui-même. Les sociologues doivent sans cesse donner des gages et jurer qu'il ne s'agit pas d'une énième reconstitution de l'expérience de Milgram ou qu'ils ne fricotent pas avec l'administration communale ; des habitants hésitent à dévoiler qu'ils sont employés par la commune en redoutant d'être pris pour « l'œil de Moscou » ; d'autres signalent qu'il y a eu des « fuites » ; certains, évoquant le départ des promotrices de santé, parlent de « sabotage », craignent la récupération et la manipulation du travail du groupe. Ce n'est qu'au prix d'efforts répétés en début de recherche qu'une certaine confiance peut s'installer dans le groupe, du moins entre les sociologues et les habitants qui finiront par dire : « on est entre nous », « en petit comité ».

Le soupçon pèse principalement à l'encontre des autorités communales : l'absence d'« efforts » est dénoncée ; ceux qui sont faits sont critiqués par l'attribution de quelconques manœuvres électoralistes ou financières. Elles sont toujours là où il ne faut pas et jamais là où il faudrait. Elles pénètrent déjà assez dans la vie privée des habitants et on craint fort qu'elles ne récupèrent aussi l'espace de la recherche car « à La Louvière, tout passe par le politique ». Elles abandonnent les habitants à leurs

problèmes et ne répondent pas à leurs sollicitations ou alors via des dispositifs où tout est joué d'avance. On a beau élire ses représentants, ceux-ci « s'arrangent » ensuite pour se redistribuer les voix. Lorsque l'échevin de la santé demande publiquement de pouvoir assister aux réunions, le refus qu'opposent les sociologues soulage bien des participants. Evidemment les promotrices de santé, en tant que proches du pouvoir local, ne sont pas épargnées. Leur comportement est scrupuleusement analysé par certains participants qui réclament ensuite, en privé, l'avis des sociologues quant à la pertinence de leurs supputations. « La politique nous manipule et ne fait rien » est le message que relayera sans cesse un habitant en particulier qui à la longue finit toutefois par se faire isoler au sein d'un groupe qui supporte de moins en moins ses allégations fantasmatiques.

Les médias nationaux sont accusés de trahir l'image de La Louvière en la dénigrant et en ne rapportant que les événements malheureux. Et ils sont soupçonnés de maintenir les gens chez eux en les « scotchant » à leur télévision (c'est le nouvel « opium du peuple ») ou en dépeignant toujours l'environnement comme dangereux. C'est par eux cependant qu'on découvre l'existence de complots ou de problèmes que certains voudraient garder cachés (comme les garnis). La mafia est alors l'ultime explication à nos malheurs, qu'on apporte prudemment presque en chuchotant. Celle-ci soutiendrait certains artistes et certains hommes politiques et « le danger, explique-t-on, c'est pas le jeune en basquettes-training, c'est les gars en costard-cravate qui commencent à s'installer à La Louvière et ceux qui noient le bazar. Personne ne reconnaît l'histoire mais c'est la vérité ! ». Pourtant, tout le monde est bien en peine d'apporter quelques éléments convaincants. Un habitant apporte des preuves irréfutables à Jean Louvet qui tempère. On n'en saura jamais plus.

**[Extraits de réunion, 22/01/02]**

Cédric : ah, écoutez dans la rue, il y a deux personnes que je connaissais bien qui ont été assassinées. Mon voisin par la mafia, parce que la fameuse balle dans le dos, enfin il y a tout un signe quand tu es abattu par la mafia, il a été abattu par la mafia. Et alors, le boucher, le fameux boucher... mon voisin c'était un entrepreneur, à mon avis qui a un peu trop parlé sur les [voix trop basse] et l'autre, il paraît que, c'est pour une histoire de jeu. Ils ont été abattus. Et à [voix trop basse] on a tué des gens à un moment donné, [voix trop basse] journaliste.

Jean Louvet : vous savez l'Italie est un peuple qui a toujours eu trop d'habitants pour sa capacité de les nourrir, c'est ça le drame de l'Italie, il y a trop de gens pour les richesses. Donc ils ont émigrés aux

Etats-Unis, en Wallonie, etc., et ils jouent un rôle très dynamique. Je vous signale que tous les terrains industriels, c'est un échevin qui me l'a dit, tous les terrains industriels autour de La Louvière sont pris par des Italiens, des PME, carrossiers, carrelage, taxis, des restaurants. C'est une couche qui joue un grand rôle économique en tout cas dans la Louvière, ça il ne faut pas... Maintenant, la mafia, ça c'est plus obscur, je n'en parle pas.

Il y a dans toutes ces histoires à faire peur, que le groupe prend un certain plaisir à écouter, dans toutes ces choses « qu'on cache à la population » -le taux de suicide dans la région, les médicaments qui mènent au crime, les garnis insalubres et trop chers dont certains ne veulent pas reconnaître l'existence- une interrogation persistante sur le délitement de la société. « A qui profitent les choses ? » s'exclame-t-on. La courte discussion qui a lieu sur le système de la sécurité sociale rend bien compte de cette préoccupation incessante à vouloir se saisir d'un coupable qui agirait dans l'ombre de la Société pour en saper les fondements. Il paraît invraisemblable aux yeux des habitants qu'on s'acharne à « diminuer les acquis » et atteindre ainsi au dernier système (après le système scolaire, judiciaire, politique et hospitalier) qui puisse leur garantir la protection qu'ils recherchent.

Lors du choix des invités, le groupe avait préféré de justesse au commissaire de police, un journaliste travaillant aux mutualités socialistes, ancien membre du Groupe d'Etude et de Réforme de la Médecine (GERME). C'est en sa présence, lors de la troisième réunion, que les habitants décident de s'attaquer au thème du coût des soins de santé. Jusque là, personne n'avait véritablement soulevé la question sinon en dénonçant le problème qu'il pose « aux petites pensions » et en évoquant la longueur des files d'attente chez certains médecins, « qui font qu'on est mort avant d'avoir pu être soigné ». Le journaliste introduit d'emblée les thèmes de l'accessibilité des soins de santé et évoque ces « gens qui se plaignent comme quoi il devient de plus en plus difficile de se payer des soins ». Il parle de la qualité des prestations médicales, des remboursements par les mutuelles, du coût pour la collectivité et des outils de communication pour aider les gens à se retrouver dans la complexité du système. Et lorsque les sociologues lui demandent d'identifier les problèmes majeurs, il cite l'accessibilité des soins qui bat de l'aile ; ce qu'on a acquis il y a 60 ans -l'assurance maladie invalidité obligatoire- est menacé : « il semble que l'on régresse après une courbe montante ».

L'invité mentionne une étude qui indique que de plus en plus de gens aux revenus très faibles reportent ou renoncent à des soins, parfois parce qu'ils ignorent les ressources légales dont ils peuvent bénéficier. Pour un premier habitant c'est effectivement un problème d'information qui est moins du à l'ignorance des bénéficiaires qu'à la malveillance de ceux qui sont censés la diffuser. Il n'y pas de doute selon lui que l'information vitale fait l'objet de rétentions : « on va cacher ce qu'on peut donner ». Toutefois, le groupe hésite à faire du problème de la dégradation des acquis sociaux, une affaire d'information et plus encore à adopter une attitude soupçonneuse envers ceux qui la délivrent. Le cas de Sabine -qui travaillait dans un mutuelle avant d'avoir son accident de la route et qui malgré qu'elle était bien informée décrit une situation qui lui échappe complètement- ramène les habitants vers « les vraies questions » : la perte des acquis sociaux qui constitue « une grosse perte au niveau de la santé ». Elle témoigne des insuffisances du système -notamment de la réduction du remboursement des soins de kiné- qui risquent à tout moment de nous concerner, sauf si la chance est avec nous. Un habitant s'interroge sur le rôle des médecins dans cette histoire de dégradation.

**[Extraits de réunion, 21/01/02]**

Marc : moi, je trouve qu'il y a beaucoup d'acquis sociaux qui ont été acquis durant les années soixante et septante, comme monsieur dit [le journaliste], qui sont en train de reculer.

[Acquiescement général]

Marc : je ne sais pas si tout le monde s'aperçoit de cela, on gratine, on grappine...

François : on gratine, en grappine... [Rire] ! On pirate... !

Marc : je ne sais pas si on pirate, mais on s'aperçoit qu'en acquis social, on a vu dans les années 1975 et par après, tout partir en queue de boudin. Alors je vois que l'on parle toujours de déficit dans les caisses, mais je vois aussi que les médecins eux, sont toujours bien rémunérés, et l'on parle encore d'augmentation. Alors moi, je ne comprends plus. Où ces acquis s'en vont-ils ? Ou est-ce que cela va s'arrêter un jour ? Qu'en est-il dans les années à venir ? Moi je ne vois pas ça d'un bon œil...

Il demande à l'invité qui, dit-il, est « au secret là-bas au-dessus », son avis sur la question des médecins non-conventionnés (et à l'invité suivant, docteur de formation, il soutiendra que c'est tout bonnement « scandaleux »). Le reste du groupe quant à lui oscille, voyant se dissoudre parmi les gens qui ont des « privilèges », ceux qui ont « le bras long », ceux qui sont « au-dessus », ceux « qui nous cachent des choses », l'ultime assurance de sa sécurité. Le coupable que chaque habitant recherche n'est jamais qu'une

ombre fugitive, au mieux celle d'un système qui dysfonctionne, au pire la sienne. Après avoir tiré le constat que plus personne ne joue son rôle et que celui qui s'y essaye risque d'y perdre sa santé, les habitants veulent savoir « dans quelle pièce ils jouent ». Qu'il s'agisse de démasquer ceux qui seraient à l'origine de tous leurs problèmes ou d'apprécier les solutions que d'autres y apportent, ils cherchent à savoir à chaque fois qui est derrière tout cela. Même si la majorité d'entre eux estiment que leur sort n'est pas entre leurs mains, ils ne s'inquiètent pas moins de savoir qui jette les dés. En face d'un invité exerçant la médecine gratuite dans une maison médicale de La Louvière, une habitante au courant de son affiliation politique au Parti Travaille Belge (P.T.B.), interpelle le groupe à ce sujet :

**[Extraits de réunion, 29/01/02]**

Rosalie : je trouve que c'est fort important de savoir dans quelle pièce on joue, et ce ne sont pas des bêtises que de dire « qu'est-ce que c'est que le PTB, qu'est-ce que c'est que cela ? ». Ici, on a posé des questions aussi, quelle est la source de ce projet, qui est le payeur ? Dans quelle pièce on joue ? Qu'est-ce qu'on vas aller faire... ? Parce que moi, j'ai fait des petites actions un peu dans tous les milieux, en préconisant la même philosophie, en disant un peu à la Yves Montand, que je prends dans chaque parti ce qui est bon sans m'occuper de l'étiquette etc. Mais, je tiens à garder mon intégrité et je vais peut-être choquer des personnes et vous donner un exemple fort... J'irais peut-être bien aider dans un groupe de Jéhovah, à partir du moment où je sens que l'on atteint pas à mon intégrité et que je sens que l'on essaie pas de m'embrigader dans quelque chose, et de me mettre le grappin dessus ! Et là, je dis qu'il faut être fort pour arriver à résister à cela, parce que c'est quand même un parti d'extrême gauche, et je veux bien le soutenir dans ses actions mais il faut quand même être vigilant.

## 2. Attendre un sauveur

[Extraits de réunion, 29/01/02]

Michel : la couleur du pain que l'on met sur la table chez vous, c'est ce qui compte ! C'est de pouvoir nourrir et s'occuper de sa famille dignement ! Je trouvais que c'était intéressant de pouvoir aider cet homme-là qui faisait cette action là. Je n'ai jamais fait allusion au parti... À ce que l'on allait dire... On n'est plus au temps de la guerre ou de l'après-guerre, cela n'existe plus... ! Demandez aux jeunes, ils s'en foutent pas mal ! Et c'est cela qu'il faut voir et pas le politique... ! Il ne faut pas se mettre d'étiquette, celui qui se met une étiquette, c'est un sot ! Moi, c'est comme ça que je vois les choses, et je continuerai tant que je saurai le faire... Parce que c'est quelque chose de formidable, c'est une expérience qui m'a enrichi quelque part parce que j'ai une occupation même si je ne travaille plus. Avoir 33 ares à entretenir et passer à plus de jardin du tout, cela m'a fait un gros contraste. Mais je retrouve la joie de vivre dans l'action que je fais... Je ne fais pas de publicité mais je vous parle de moi, depuis un an, depuis que je travaille en tant que bénévole à la maison médicale. Mais jamais, on m'a dit « t'es du parti, t'es du PTB... ? ». On ne fait pas de distinction dans cette maison médicale. C'est une maison médicale à part entière, comme une autre. Derrière les syndicats socialistes, c'est quand même le parti socialiste qui y est aussi, et derrière les ACS, c'est aussi... Donc, ne jouons pas sur des bêtises comme cela et voyons notre bien-être. Seulement, j'ai vu que dans cette socialisation qui se crée spontanément, par un geste tout simple on devient fort ! Parce que l'on a des contacts et on peut réagir comme pour la dame qui a été expulsée. Et j'ai été de ceux qui ont été au tribunal (pour défendre le docteur) et l'on me regardait en demandant ce que je faisais là... Mais il ne faut pas avoir peur de cela. Vous savez ce que je leur dis, moi, et bien je dis que je paye assez de taxes pour pouvoir ouvrir ma grande gueule ! Et je l'ouvre quand il faut. Pas pour des bêtises... pour cela, vous ne m'aurez pas. Mais pour une action comme celle-là, oui ! Si cela avait été un autre, je l'aurais fait aussi. Cela n'est pas lié à l'individu que je vois. Moi je vois l'action.

Les espoirs des habitants du groupe reposent généralement sur quelques personnes. On regrette à plusieurs reprises le défunt bourgmestre qui fit de la cité des loups une ville pilote. On attend beaucoup de celui qui est en place actuellement et qui a quitté ses fonctions de ministre régional pour revenir dans sa région. On rigole des espoirs démesurés qu'on avait fait reposer sur les épaules du metteur en scène de Céline Dion. On se demande si les sociologues ne pourraient pas apporter une réponse à tous ces problèmes de santé. Et on découvre avec enthousiasme l'initiative développée par le dernier invité. Celui-ci, comme les précédents (et même les sociologues), s'emploie à

trouver des solutions pour sortir les habitants de leur ronde infernale faite d'hésitations, de plaintes, d'inquiétudes, où ils se sentent coincés, pris à la gorge et abandonnés.

Gare à celui qui se contente de belles promesses, il devient la proie du cynisme et de l'ironie des habitants, plus encore s'il a été longtemps attendu. C'est le cas de l'actuel bourgmestre, de l'artiste et même des sociologues dont on rit un peu en fin de recherche qu'eux-mêmes n'aient pas réussi à « se sortir de l'impasse ». Certes la mauvaise fois l'emporte. Mais l'opprobre, même si elle paraît injuste, éclaire le sort qui est réservé aux nouveaux venus qu'ils viennent de Las Vegas, du gouvernement régional, de Haïti (où exerçait auparavant le docteur invité), de l'UCL ou d'une ville voisine. Lors de cette réunion, les deux habitants nouvellement arrivés à La Louvière prendront tour à tour la parole pour expliquer l'un son échec, l'autre son succès et les difficultés qu'il y a vouloir sauver son quartier plutôt que de se sauver.

L'habitant qui témoigne ci-dessus de son expérience en tant que bénévole dans la maison médicale du docteur invité, n'est pas resté insensible à l'appel du médecin. On sait que l'invitation à s'organiser, quelque fois suggérée par les sociologues durant la recherche est restée lettre morte. Sans doute, les sociologues investis dans un travail d'exploration avec les habitants, faisaient pâle figure à côté du sauveur dont on attend qu'il identifie les « vrais problèmes » et apporte, avec une grande force de conviction, l'étiologie limpide, la réponse adéquate et surtout le résultat. Jamais personne dans le groupe n'a pu prétendre jouer ce rôle, pas même les précédents invités à qui il manquait toujours l'une ou l'autre qualité. Lorsque le docteur De Keijzer se présente en tant que médecin oeuvrant pour une médecine gratuite ce qui lui valu quelques démêlés judiciaires avec l'Ordre des médecins, il suscite déjà l'intérêt des habitants.

Il leur offre une lecture de la plupart des problèmes qu'ils ont évoqués (les accidents de travail chez les intérimaires, les reports de soin, le sur-endettement, les logements insalubres, les gens qui surinvestissent...), non pas en terme de caractère ou de caractéristiques morales ou psychologiques, mais en terme de conditions de travail, de conditions de logement, de conditions de santé propres à la société capitaliste. Or le fonctionnement de celle-ci est assez simple, dit-il, « c'est toujours les gens qui souffrent, c'est toujours la même logique, on doit toujours être content avec le moins possible ». A

la question qu'il pose au groupe -« où cela va-t-il s'arrêter ? »-, sa réponse aussi est simple : « je crois que l'on ne devrait pas se laisser faire et s'organiser pour pouvoir réagir, et demander une autre réalité ! » La responsabilité individuelle doit selon lui se décliner dans une action collective par les gens qui se sentent victimes du système. Ils doivent s'organiser pour demander que l'Etat les protège du Marché.

En évoquant son expérience de travail en Haïti, il explique qu'il « essaie de partir de l'expérience de ces gens qui s'organisent pour ne pas se laisser faire et pour avoir une bonne santé... ». Avec l'aide d'un comité de patients bénévoles qui se mobilisera massivement pour le soutenir face à l'Ordre des médecins -qui l'accuse d'avoir fait de la publicité pour la maison médicale dans laquelle il exerce-, il organise une banque de médicament et parvient à gérer une comptabilité difficile due au paiement par vignette mutuelle. Il s'attaque également au problème de l'insalubrité des logements sociaux.

Cette dernière action mobilise l'attention du groupe ravi de pouvoir enfin distinguer la menace (les tâches d'humidité sur les murs, les châssis pourris) et ses conséquences sur la santé (les maladies respiratoires et les allergies). La table étiologique que dresse le docteur devant les habitants est simple, elle met toujours en avant le manque d'argent : des gens tombent malades à cause d'un manque d'argent et ne peuvent pas se soigner à cause d'un manque d'argent, d'où la nécessité pour l'Etat d'intervenir en fournissant des logements salubres et en rendant les soins gratuits. C'est donc à l'Etat qu'il faut s'en prendre et, pour l'heure, au service des logements sociaux louviérois.

**[Extraits de réunion, 29/01/02]**

Marc : donc, si je comprends bien, il y a beaucoup de personnes qui demandent de l'aide pour les sortir de leur borbier, presque... Est-ce parce qu'ils se sentent incapables d'aller trouver eux-mêmes les pouvoirs organisateurs... ?

Le docteur : mais quand ils y vont, ...

Marc : mais quand ils sont reçus, cela ne fonctionne pas... Donc ils sont presque obligés de faire appel à un médecin qui peut les aider dans leur possibilité de se défendre... Mais c'est triste de voir cela parce que la société, à l'heure actuelle, où s'en va-t-on ?

Pour ce faire, le docteur aide les occupants de ces habitations à « faire des photos et des dossiers » car, dit-il, « il sont révoltés mais ils ont peur d'aller trop loin et d'être seuls

au moment où ils vont devoir aller contre quelqu'un ou quelque chose... ». Ce type d'action rapide qui s'inscrit avant tout dans l'espace et moins dans le temps (via une action lente sur les mentalités), suscite l'admiration du groupe, surtout lorsqu'elle parvient à mobiliser tout un quartier. Les attestations que fournit le docteur pour faire reconnaître l'insalubrité d'un logement, ont l'allure d'un diagnostic médical. Dans ce cas précis, on peut dire avec Fassin, que le discours médical est devenu le dernier langage du social<sup>188</sup>, pour autant qu'il y ait quelqu'un pour l'entendre. C'est en vain que le docteur se retrouve à plaider sa cause au conseil communal qu'il finira par mobiliser en s'adressant aux médias.

Les habitants pensent de plus en plus à des solutions en terme de justice et d'équité qu'il s'agisse d'une médecine au prorata du salaire ou d'une solidarité entre villes. Il n'est plus du tout question pour l'instant, de fustiger les « abus » individuels -qui, selon l'invité, restent négligeables par rapport à la situation du logement-, mais de reconsidérer les économies réalisées sur les dépenses sociales. Le groupe ne cesse plus de s'indigner à ce propos. D'autant plus qu'il découvre, d'après les diagnostics du médecin, qu'entre lui et ces populations précarisées dont on parle, la distance est moins grande qu'il ne l'imaginait. Qu'il travaille ou ne travaille pas, l'individu souffre de pathologies identiques : le stress (qui mène à toutes les maladies) et la dépression. La figure du dilemme s'impose alors radicalement : « l'un ne vaut rien et l'autre ne vaut pas mieux ». Les habitants se retrouvent face à un choix à faire entre deux mauvaises solutions. Dans les deux cas, qu'on travaille ou pas, notre santé est menacée. Dans les deux cas, la société nous rend malade.

**[Extraits de réunion, 29/01/02]**

Rosalie : Moi, je voulais dire que ce cela me frappe très fort ce que vous venez de dire... Vous venez de souligner un problème fondamental et à la limite, j'en perds ma voix... Si il y a la moitié, mais je n'ai aucune idée des proportions... J'ai l'impression que la moitié des Belges crèvent au boulot parce qu'ils sont débordés, et j'ai l'impression que l'autre moitié est... Vous pouvez téléphoner dans n'importe quel bureau, les gens vous diront qu'ils sont débordés. Quand ce sont les campagnes politiques, j'éteins la radio parce que on parle de créer de l'emploi, mais il n'y a pas à créer de l'emploi... Les gens crèvent du trop-plein de boulot et aussi du manque de boulot. Bon, il y a des gens qui n'attendent que ça et qui en crèvent, pendant que d'autres ont plein de maladies parce qu'ils s'inquiètent de ne pas trouver du

---

<sup>188</sup> FASSIN, *Les figures urbaines de la santé publique : enquête sur des expériences locales*.

travail, et d'autres on des maladies qui apparaissent parce qu'ils travaillent trop, parce qu'ils sont submergés et qu'ils n'ont plus de vie de famille.

Antoine : on peut donc aussi trouver les mêmes pathologies de stress chez ceux qui ont trop de travail, que ceux qui n'en ont pas... ! Il faut que l'on change absolument et que l'on ne vive plus comme cela. On ne pourra plus vivre comme cela !!

La menace prend un nouveau visage, l'indignation est permise et le problème n'est plus dilué dans la complexité de l'histoire d'un système compliqué dont parlait le journaliste des mutualités. Il y a peut-être là matière à démagogie, mais c'est en tout cas le discours qui passe bien auprès de gens qui se sentent à la fois menacés, abandonnés, envahis, coincés, dominés, inquiets et dont la plainte n'est pas entendue. Le docteur alimente le groupe en combustible moral, nécessaire selon Martuccelli<sup>189</sup> à l'engagement. Et lui au moins incarne son rôle, celui du médecin des pauvres agissant par esprit d'humanité, ce qui a tout pour séduire le groupe. Il se montre intransigeant et pétri de culpabilité, faisant valoir devant tous son sens de l'obligation en quittant la réunion « car le devoir l'appelle ». Il suffit que le bénévole qui le connaît rajoute qu'il est parti pour travailler jusqu'à 23h00 et le médecin du peuple passe pour un héros, l'un de ceux qu'on admire surtout parce qu'ils sont promis à un destin tragique. Les habitants attendent un sauveur que la mort attend au tournant.

Il semble que ceux qui entreprennent de sauver La Louvière sont destinés à mourir plus tôt que prévu. Ce fut le cas des amis de Jean Louvet qui ont voulu comme lui sauver leur pays. Ce sera le cas de ce docteur qui en fait déjà trop ou de cette habitante qui veut « sauver son quartier » d'une expropriation imminente mais que « le collectif ne recharge pas », comme le disait le dramaturge.

**[Extraits de réunion, 29/01/02]**

Rosalie : je vois encore le sourire en coin de ma petite voisine qui est une brave dame mais qui me dit : « c'est fort... vous venez d'arriver... », moi, je viens d'acheter et elle me dit « c'est quand même fort, vous venez d'acheter et c'est vous qui allez au conseil communal alors que des gens d'ici sont nés ici... ». Et bien voilà !

C'est parce qu'elle « fait cavalier seul » comme elle dit, parce qu'elle n'est pas entourée de gens « chez qui le franc est tombé » et parce qu'elle n'a pas « le pouvoir » du

---

<sup>189</sup> MARTUCCELLI, *Grammaires de l'individu*, p. 537.

docteur, que cette habitante craint fort que sa démarche s'arrête au dédain des autorités : « le conseiller communal a dit qu'on avait assez parlé de cela... C'était très significatif, et tout particulièrement le geste qu'il a fait avec un mouvement de bras dédaigneux... (elle l'imité). C'est dommage que l'on n'ait pas filmé cela ». Elle affirme qu'elle est en train « d'y laisser sa santé ». L'autre habitant nouvellement arrivé lui explique que, pour sa part, il se sent « super bien » grâce à son implication dans le comité d'impatiens : « je retrouve la joie de vivre dans l'action que je fais ».

Une fois le sauveur parti, tout le monde reconnaît que c'est une bonne action qu'il s'engage à réaliser, à condition « de ne pas craquer » et de « tenir le coup ». Un habitant se permet toutefois de rappeler -au nom de son expérience de pompier qui lui permet de voir certaines choses au domicile des gens- le « mauvais usage » qui est parfois fait de ces habitations sociales dans lesquelles on allume des feux pour cuire ses aliments, on élève des lapins dans la baignoire, on place des séchoirs sans bouche d'aération,... Tout le monde acquiesce mais chacun hésite sur le fait que ces gens ne peuvent peut-être pas faire autrement. Silence. Malgré cela, un habitant dans le groupe se dit prêt à suivre le docteur.

**[Extraits de réunion, 29/01/02]**

François : moi je suis tout à fait avec lui. S'il faut aller au combat ou au tribunal avec lui, moi je veux bien y aller, cela ne me dérange pas ! Ce qu'il fait, c'est justement ce qu'il faut faire ! Non seulement, il faut le faire mais on n'a pas le choix ici à La Louvière. Entre deux maux, il faut prendre le moindre... Et on doit vivre avec cela. On est une bande d'imbéciles et de toute façon, il se retrouvera toute une série de gens qui retomberont malades et qui mourront.

### 3. Souhaiter le drame

Seule la mort, selon certains habitants, est à même de sortir le groupe de sa situation et de satisfaire à son désir de protection. Du moins, si elle était liée à une catastrophe qui forcerait le monde à se pencher enfin sur le sort des habitants de La Louvière. Il faut qu'il y ait du sang, il faut qu'il y ait une explosion, il faut que des gens meurent, qu'il soit presque déjà trop tard, « il nous faudrait un drame » de dire une habitante. C'est en gardant à l'esprit cette phrase que les sociologues ont voulu comprendre la fascination qu'a provoqué chez les habitants les propos morbides et fatalistes de l'invité éco-toxicologue et cancérologue à la retraite.

L'expert parle essentiellement de la pollution dans la région et de son incidence sur le système immunitaire et le développement de cancers. Avec des mots issus du vocabulaire scientifique, il parle le même langage que les habitants ce qui lui confère une grande écoute. Il évoque l'envahissement -par les « atteintes génotoxiques »- et l'environnement hostile -presque entièrement constitué de polluants chimiques. Il mentionne la destruction du patrimoine -« génétique »- et la nécessité de se protéger -en « renforçant son immunité ». Il cite des articles qui dénoncent ceux qui veulent taire les problèmes liés à la pollution et entraîne par-là le soupçon du groupe à l'égard de « la science achetable ». Il apporte enfin des explications à la surmortalité dans la région et même à la complexification des relations dans la société.

Avec un certain effroi, les habitants apprennent que c'est la menace chimique qui est à l'origine de nombreux cancers dans la région du centre. Ils découvrent que leur corps n'est pas adapté à l'agression des 50.000 nouveaux polluants chimiques apparus depuis la dernière guerre mondiale et que l'on retrouve dans le tabac, dans l'atmosphère, dans les habitations malsaines, dans l'eau, dans l'alimentation, dans les gaz d'échappement, dans les emballages plastiques, etc. Outre le fait que ceux-ci provoquent des maladies mortelles, ils engendreraient également des troubles neuro-comportementaux : l'agressivité des jeunes enfants, le faible quotient intellectuel de certains, l'apathie, le retrait ou la révolte, qui sont déterminés, selon l'expert, par une agression de leur système immunitaire dès le plus jeune âge. L'éco-toxicologue appelle les habitants à

garder leur calme : « s'il vous plaît, ne leur gueulez pas dessus, alors qu'ils sont simplement victimes d'intoxications multiples qui ont empêché un développement normal de leur cerveau ». L'expert entreprend alors de clouer les planches du cercueil qu'il referme sur un groupe médusé. Il leur explique que la plupart d'entre eux sont probablement déjà victimes du « sida chimique », une faiblesse anormale du système immunitaire comparable au sida mais provoquée par des polluants chimiques<sup>190</sup>. Pour peu qu'ils habitent dans « le triangle de la mort », leur sort est déjà décidé.

**[Extraits de réunion, 26/01/02]**

L'éco-toxicologue : quelles sont les régions les plus atteintes ? Je ne sais pas où vous habitez, mais vous pouvez très facilement imaginer la conjonction d'un certain nombre de facteurs qui vont intervenir... Une conjonction tout à fait efficace se retrouve dans le triangle entre la centrale électrique qui utilise un combustible cochonneux, la décharge et puis, du temps où elle subsistait : la coquerie. [...] Alors là, vous avez une conjonction tout à fait efficace, sans compter que l'ensemble de la région est traversé par des vents venant de l'Ouest, et à l'Ouest on voit la cimenterie qui semble-t-il a reçu finalement de la députation permanente, l'autorisation de brûler des déchets ménagers -cela, c'est de la science achetable... Et puis, nous avons un peu plus loin, mais vous me direz que c'est très loin, il y a le zoning où je sais pertinemment bien que l'on vient, il y a 3 ou 4 ans, de donner une autorisation pour l'installation d'une polymérisation de styrene. Voilà des effets contre lesquels notre système immunitaire doit être incapable de réagir.

Les sociologues sont à bout. Ils n'en peuvent plus de la tournure déterministe que l'invité ne cesse de donner à ses calculs de probabilité. L'un d'eux intervient pour ajouter la majorité socialiste à ces « conjonctions tout à fait efficaces » qui dessinent « le triangle de la mort ». Détente générale, tout le monde part à rire (sauf l'invité qui fait mine de ne pas comprendre). Mais malgré leurs efforts pleins de métaphores pour dire au groupe qu'il n'est pas condamné « à mourir la gueule ouverte », que malgré la pollution certains sociologues continuent de penser que « l'air de la ville rend libre » (en citant Max Weber), les habitants resteront fascinés par les informations qu'ils reçoivent. L'une des promotrices de santé s'inquiétera d'ailleurs par la suite du peu d'esprit critique dont ils ont fait preuve face à un invité qui, selon elle, était peu crédible. Mais le discours fascine. Les 50.000 polluants chimiques qui envahissent notre quotidien font partie de ces nouveaux risques (nucléaires ou génétiques) dont parle Beck, qui

---

<sup>190</sup> C'est le cas, selon l'expert, lorsque le rapport entre lymphocytes aidant (CD4) et sito-toxiques (CD8) devient inférieur à 1 à cause de la diminution des premiers.

échappent aux règles d'imputation et de responsabilité des actes et qui finissent par engendrer un certain « fatalisme industriel »<sup>191</sup>.

La seule action envisageable au terme de cette réunion est le renforcement de son immunité personnelle. Lorsque deux habitants s'inquiètent de savoir si le cancer est déjà en eux, ils apprennent qu'on est tous porteurs d'oncogènes susceptibles d'être activés mais qu'on a aussi des anti-oncogènes. Personne n'est à l'abri d'un cancer, certes, mais on peut tenter de s'en protéger, selon l'invité, par des comportements appropriés (en faisant attention à son alimentation, à son habitat,... en veillant à renforcer ses défenses immunitaires par une alimentation adéquate). A en croire l'expert, tout ce qu'il reste à faire dans ce cas, c'est de se livrer à un bio-monitorage régulier, manger des plantes et rester dans un cocon. Une habitante explique qu'elle a déjà fait une prise de sang parce qu'elle avait entendu parler du sida chimique, une autre qu'elle ne la fera jamais ; trois personnes demandent à l'invité la liste des plantes qui font diminuer les marqueurs tumoraux ; et tout le monde se prépare à rentrer chez soi. Les habitants s'en vont attendre un autre sauveur que le drame, le vaccin, bien qu'ils envisagent déjà que « le cancer les rattrape d'une autre manière ». L'affaire du sida chimique, même si elle a tout d'un drame, se consume sans heurts, ni sang, ni explosion de rage, ni indignation. La menace ne fait que renforcer le repli de chacun dans son domicile privé. L'invité plante alors le dernier clou du cercueil.

**[Extraits de réunion, 26/01/02]**

L'éco-toxicologue : je ne pense pas que la vaccination puisse marcher contre tous les cancers et, ce qu'il faut peut-être ajouter, c'est un petit peu difficile à entendre, et j'irai peut-être à l'encontre de ce que j'ai dit il y a deux semaines durant un colloque, mais jusqu'à présent, les effets de l'immunothérapie ont été pratiquement nuls. Il ne faut pas se méprendre à ce sujet, et ne pas non plus avoir d'espérances qui risquent d'être déçues ! [...] On travaille dans ce domaine, mais je pense qu'il ne faut pas trop espérer !

---

<sup>191</sup> Beck cité dans JOAS, *La créativité de l'agir* (1992), p. 255.

## 4. Fuir et changer

Pour ces habitants désireux d'identifier les « vrais » problèmes de santé publique, de circonscrire des chaînes causales, d'attribuer des responsabilités et de rechercher des solutions, le seul constat qu'il semble encore possible de tirer est celui de la complexité. L'incertitude occupe une place centrale dans l'expérience qu'il font du monde et renforce le sentiment profond des habitants de n'avoir qu'une prise très limitée sur la réalité. Même en ce qui concerne la gestion de leur propre « capital santé » qui procède davantage d'une auto-protection désillusionnée. S'informer et informer, apparaît bien souvent comme l'outil idéal pour réduire l'incertitude et améliorer sa santé. Mais, à bien y regarder, le groupe constate là-aussi que dans l'état actuel de sa diffusion, l'information n'offre pas plus de certitudes face à « la science achetable », à la désinformation, aux informations contradictoires et à la question de son usage : l'information, oui, mais pour quoi faire ?

### [Extraits de réunion, 09/02/02]

Micheline : avoir une alimentation équilibrée.

Manu : ouaih... un bon poulet à la dioxine, un peu de poisson au mercure, un peu de vache folle, et un peu de peste porcine... et tout cela avec quelques légumes transgéniques et des patates...

[Rires généralisés... nombreuses interventions simultanées : tout le monde y va de son exemple...]

Rosalie : et du lait dangereux pour la santé... Bon appétit !!!

[...]

Brigitte : on ne maîtrise plus... on n'a plus la maîtrise. Parce que là, je dois bien l'acheter mon poulet... On n'a plus la maîtrise de ses aliments...

Nadine : donc, on ne sait pas gérer sa santé... !!

Victor : ah, indirectement, non... !!

Brigitte : moi, j'ai toujours mangé des légumes de chez mes parents, encore des œufs et du lait de chèvre de chez mes parents... je ne fume pas, je ne bois pas, et je fais beaucoup de sport... Et voilà qu'à 45 ans, j'ai un cancer du sein... !!

Rosalie : ça c'est vrai. Quand je suis arrivé dans la famille de mon mari, il n'était pas question de faire rentrer un autre produit que celui du jardin qu'ils cultivaient eux-mêmes, et le papa est mort à 45 ans d'un cancer de la mâchoire...

Manu : chez moi, à l'inverse, j'ai eu un grand oncle qui a toujours bu, fumé, qui a eu des maîtresses, et il mangeait des tartines pleines de sain-doux et de pâté à faire exploser... il travaillait à la mine, et il est mort à 88 ans...

Aurélie : 106, le mien... !! Je ne blague pas...

[Rires généralisés]

L'information pour quoi faire ? Le souhait de réduire l'incertitude quant à la menace pose en effet la question lancinante de l'action face à laquelle le groupe s'est souvent heurté. L'horizon de l'action semble bouché. Conscients de détenir une capacité de maîtrise individuelle de leur santé extrêmement limitée, les habitants n'ont cessé de se répéter les obstacles à une éventuelle action collective et même individuelle, incapables de se projeter au-delà d'un défaitisme ambiant nourri par l'expérience quotidienne de la « sinistrose ».

**[Extraits de réunion, 09/02/02]**

Brigitte : oui, et bien j'ai réfléchi un petit peu et je me suis promené dans la ville, ce que je fais quand même beaucoup, avec un chien quand même fort solide, et j'ai observé autour de moi. Et tout en étant d'accord que l'on est dans un pays riche et civilisé, j'ai trouvé qu'il y avait une morosité ambiante terrible. J'ai trouvé que dans les magasins, les gens n'arrêtaient pas de se plaindre, j'ai trouvé qu'il n'y avait pas de sourire, des visages très fermés... J'ai trouvé comme une chape de plomb sur les épaules... Voilà, un constat. J'ai trouvé cela terrible, à tel point que ce que je me suis dit que ce que l'on devrait faire samedi (jour de la réunion), c'est prendre une rue par le bout, avec tout le groupe et marcher dans la rue ensemble et tout le long du chemin, regarder les gens autour de nous, la détérioration, les étages, la décrépitude... et je trouve qu'il y a une morosité ambiante. Un jour au soir quand je sortais mon chien, j'ai entendu quelqu'un qui fredonnait... je trouvais cela chouette et je me suis approchée. C'était une africaine et j'ai dit que c'était sympa et elle était toute contente... Je trouve donc qu'il y a une morosité ambiante qui est terrible... !

[...]

Marc : vous ne trouvez pas aussi qu'il y a trop de défaitistes, ici, dans le coin... ? Il y a un défaitisme qui s'installe, c'est à dire que beaucoup de personnes n'osent plus prendre de responsabilités et l'on a beau leur donner de l'information et des brochures, je crois qu'ils ne s'intéressent pas. Je crois qu'il y a un manque, là, au sein de cette population... On ne remarque peut-être pas cela dans d'autres communes. Si on va à Mons, on ne remarquera peut-être pas cela... Or, quand on vient ici, à La Louvière, je ne sais pas... Mais il faut aussi aller voir ailleurs et juger. C'est bien de faire des activités, mais il faut... Je vais prendre l'exemple du carnaval. Lors des jours de liesse, cela va, et cela rassemble une grande population. Mais une fois le carnaval terminé, tout le monde rentre et c'est terminé. Ailleurs, on voit les gens qui sont plus enthousiastes, qui se lient mieux avec d'autres personnes...

Selon les habitants, pour s'y retrouver dans toute cette incertitude, dans « tout ce qui nuit à leur santé » et qui les coince entre menace, abandon, envahissement, inquiétude,

plainte, requête de protection, injonction d'individualisation, abus privés, sentiment d'injustice, soupçon, indignation, conditions de vie insupportables, comportements à risque, informations contradictoires et atteintes génotoxiques, pour s'y retrouver dans tout cela, il faut partir, ailleurs : dans une autre ville, un autre monde, en Espagne pendant six mois, sur la lune lorsqu'elle paraît, dans la fumée d'une cigarette, dans celle d'un feu d'artifice, dans les effets du prozac, ceux de la bière ou du carnaval, dans les réunions d'une recherche sociologique ou dans son potager.

**[Extraits de réunion, 09/02/02]**

Brigitte : mais attention, moi, j'aime bien La Louvière... Mais je la trouve laide et je la critique et je trouve que les gens sont moroses... et les gens ne sourient pas, ont des têtes comme ça... et je vais de temps en temps à Mons ou à Liège parce que j'ai de la famille, et pour diverses raisons, mais là, j'entends des sourires, je vois des gens qui se parlent.... Ici, à La Louvière, je vois des couples qui ne se regardent pas... ils ne se parlent pas... je n'observe pas cela dans d'autres villes et mes amis qui viennent d'autres régions le remarquent aussi, ils le disent, mais ce n'est pas pour cela que je dis que La Louvière est une saleté... Moi, j'aime bien La Louvière, mais j'aimerais que cela change, et c'est pour cela que je suis ici... !!

[...]

Antoine : par rapport à la sinistrose, j'ai aussi l'impression qu'il y a une surenchère... La tendance est de toujours surenchérir par rapport à l'autre. Au départ, tout le monde allait bien et puis il y a eu une anecdote et tout le monde a du surenchérir... « Et moi j'ai eu un accident... »... Donc, à un moment donné, plusieurs personnes ont dit qu'ils n'étaient pas si mal ici et puis Rosalie a dit qu'elle avait du se creuser pour trouver quelque chose de négatif à dire... C'est vraiment une tendance où l'on doit toujours arriver à mieux ou à pire que l'autre. François disait aussi qu'il fallait toujours avoir la plus grosse maison, les enfants les plus intelligents, la voiture la plus belle... et il suffit d'un décalage pour que cela aille mieux. C'est vrai que l'on peut dire de La Louvière que c'est une ville morose ou sinistre, où l'on ne fait rien, mais quand Dragon a fait son spectacle, sur la place, je ne sais pas combien de personnes étaient rassemblées sous la pluie, pour voir des gens en l'air et des lumières... Je n'ai jamais vu autant de monde dans le centre de La Louvière pour une soumonce générale où d'habitude, il y a trois perdus qui se baladent en plus des Gilles [sociétés carnavalesques]... Il faut donc de petits épisodes ponctuels pour se dire que tout va bien et puis tout retombe et il faut alors recreuser un peu... comme si la vie était de plus en plus noire et que à un moment donné, il y avait un feu d'artifice... Mais il n'y a rien qui fait que cela accroche... Je n'ai pas l'impression que cela soit meilleur à Liège, à Mons, à Bruxelles ou à Anvers, mais on a toujours l'impression que c'est meilleur ailleurs... On va toujours voir ailleurs parce que soit-disant cela va mieux...

Partir pour s'extraire ou s'extirper d'un monde qui vous entraîne avec lui dans ses humeurs les plus noires -un effet d'entraînement présent dans tous groupes sociaux et

que Jeanne Favret-Saada décrit bien en évoquant comment elle s'est faite « prendre » par la sorcellerie dans le bocage français. Partir, c'est se barrer, souffler, se poser, tout pour se déprendre d'un monde qui nous menace, nous prend à la gorge ou nous abandonne. La santé se vit dans cette déprise du monde qui permet de se retrouver. Mais elle se vit aussi dans la reprise du monde qui permet de s'y retrouver. « Aller mieux » suppose de parcourir ce chemin éminemment subjectif, cet aller-retour constant entre soi et le monde. N'en parcourir que la première moitié, c'est longer le gouffre d'une subjectivité sans fond et courir le risque de la grande désocialisation dont parle Declerck, qui « constitue, dit-il, une solution équivalente à la psychose. Solution tragique et mortifère, solution de la dernière chance, par laquelle les sujets tentent de se mettre à distance du pire qu'ils sentent bouillonner en eux. »<sup>192</sup>. N'en parcourir que la deuxième, c'est nous exposer à la « surchauffe », au « burn out », devenir « hyper-tendu », « stressé », « contracté », « paniqué » pour finir par « péter les plombs », « aller mal », « déprimer », « être démoralisé ». A force d'être trop en prise avec le monde, on en crève.

Ce qu'il faut bien comprendre, c'est que l'individu et le monde peuvent être tantôt le sujet, tantôt l'objet de ce mouvement de prise et de déprise : l'individu peut se déprendre du monde et le monde se déprendre de l'individu ; l'individu peut « reprendre pied » dans le monde ou « le reprendre en main », et le monde peut reprendre l'individu. Il n'est pas évident de distinguer, qui de l'individu ou du monde, est le sujet des histoires que racontent les habitants. Surtout lorsqu'ils reconnaissent chacun qu'ils ne prennent plus le temps de dialoguer, de vivre, de s'arrêter, de voir que les autres existent, de les respecter et qu'ils enchaînent en disant que « la vie est comme ça », que « tout le monde » stresse, veut s'imposer, s'énerve dans les embouteillages, dans les files, avec son voisin, son patron, qu'« on est dans un système » et qu'« on a beau avoir envie de se ressourcer, quand on travaille il n'y a rien à faire ».

**[Extraits de réunion, 28/01/02]**

Michel : moi, dans un premier temps, je préviens mon entourage, ceux avec qui je vis. Je leur dis que je ne vais pas bien. Je leur demande de ne pas faire attention pendant trois jours et je me tire. Je fais un travail sur moi... Et je ne vais donc pas me reposer sur les autres pour leur faire mal vivre cela aussi... Et maintenant ils m'ont compris, et alors maman dira « laisse papa tranquille, il ne va pas bien... ».

---

<sup>192</sup> P. DECLERCK, *Les naufragés. Avec les clochards de Paris* (2001), p. 316.

[Interventions collectives : eh bien vous en avez de la chance... !]

Rosalie : parce que moi j'ai connu un milieu où...

A La Louvière, à quoi peuvent bien se résumer les possibilités de déprise et de reprise du monde qui nous permettent d' « aller mieux » que dans le tourne en rond quotidien ? La déprise est difficile. Premièrement, les habitants se replient chez eux. Quand on s'y rend pour les interviewer, ils nous montrent la belle vue qui leur permet « de se sentir ailleurs », les travaux d'agrandissement de leur intérieur, le confort du mobilier, l'équipement installé pour avoir une maison saine. Quand l'envie de se déprendre les pousse à sortir de chez eux, c'est pour partir en vacances ou dans une autre ville, pour pratiquer le canal-chien, le vélo, la marche à pied, le chant, le tai-chi, la sophrologie. Mais ce n'est pas pour déménager. Pourquoi déménager ? Il n'y a pas encore eu de drame, un sauveur viendra peut-être, « on dit que c'est pollué jusqu'aux glaces du pôle nord » (bien qu'on ne sache pas « vraiment ») et puis surtout, « c'est pas si mal que ça La Louvière... mais il faut que ça change ».

Deuxièmement, le monde abandonne les habitants. Les industriels quittent la région en ne laissant que des friches et en leur disant : « débrouillez-vous avec vous autres ! ». Les places se vident, les rues se vident, les commerçants s'éclipsent. « Il n'y a plus de repère/ai/res » pour se retrouver, plus de lieux pour se rencontrer : « tout est étal » dit Jean Louvet. Des cafés disparaissent, des salles de fêtes sont « barrées », des vitrines de commerces sont vides. « Le collectif ne vous recharge pas ». Beaucoup d'habitants se plaignent qu'il n'y ait plus que quelques événements sporadiques qui fassent sortir les gens : le marché et le carnaval. Les autorités communales – représentées par l'échevin invité- leur expliquent qu'elles sont « dépassées par l'écart entre le pouvoir public et les individus et que cela ne pourra se corriger que par une modification profonde du substrat économique et culturel de la région et pas autrement ». Pour toute réponse à leur requête de protection, ils reçoivent l'injonction de résoudre leurs problèmes par eux-mêmes. A la fin de la recherche, ils constatent avec dépit que les sociologues s'en vont eux-aussi.

Quant à la reprise, elle est souvent douloureuse. Premièrement, elle s'exprime dans le sentiment d'être envahi par le monde. A la fin de chaque interview, les habitants sortent

de chez eux en indiquant les poussières de pollution sur leur terrasse, la proximité des maisons voisines, le trottoir défoncé, le repère des dealers, les fumées des feux de jardin qui rentrent par les fenêtres, la rue sale, les graffitis. Or, les institutions ne garantissent plus la protection de l'intimité des habitants ni de ceux qui y travaillent. Elles ne permettent plus l'établissement d'une barrière dans leurs relations aux autres et contribuent à porter atteinte au sentiment subjectif très fort qui consiste à penser qu'ils pourront toujours se mettre à l'abri. Le « noircissement » submerge la ville et finit par tout emporter.

Deuxièmement, reprendre pied, c'est mettre sa patience à l'épreuve, c'est « supporter », « encaisser », « faire avec » des situations qui nous échappent, parer au plus urgent, faire un tri dans les problèmes. Quant à vouloir reprendre les choses en main, on se heurte à de gros obstacles, surtout lorsqu'on fait cavalier seul ou que l'on passe par les voies officielles (qu'il s'agisse du système électoral tout entier ou d'une intervention au conseil communal). On risque « d'y laisser sa santé ». Les sauveurs se tuent à la tâche. Leurs projets n'avancent que de façon millimétrique, se perdent dans des justifications sans fin, dans des états d'âme, dans de la récupération politique, de la paperasserie, de la mauvaise foi ou du désintérêt. Certains habitants regrettent le temps de ces grandes réunions où la parole était libre et où on pouvait encore s'exprimer devant un parterre d'échevins. Seul le collectif des patients de la maison médicale a été labellisé « expérience heureuse » (jusqu'à ce que le bénévole raconte qu'il a finalement abandonné parce qu'on lui a demandé de prendre la carte du parti).